

Recherches sociographiques



Crauford D. W. GOODWIN, *Canadian Economic Thought : The Political Economy of a Developing Nation 1814-1914*

Fernand Ouellet

Volume 3, Number 3, 1962

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055152ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055152ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ouellet, F. (1962). Review of [Crauford D. W. GOODWIN, *Canadian Economic Thought : The Political Economy of a Developing Nation 1814-1914*]. *Recherches sociographiques*, 3(3), 383–384. <https://doi.org/10.7202/055152ar>

de Québec n'a-t-elle pas donné un continuel appui à Laurier depuis 1891 ? D'autre part, l'Ontario, sous l'administration de Laurier, n'a jamais affiché une allégeance libérale. D'ailleurs, aux élections qui suivent l'affaire des écoles du Nord-Ouest, la position des partis ne varie pas au Québec alors que le parti libéral ne perd qu'un seul siège en Ontario.

Malgré des faiblesses, les volumes de la collection *Figures canadiennes* sont agréables à lire.

Marcel HAMELIN

*Faculté des arts,
Université Laval.*

C. D. W. GOODWIN, *Canadian Economic Thought: The Political Economy of a Developing Nation, 1814-1914*, London, Duke University Commonwealth Studies Center, Cambridge University Press, 1962, 214 p.

Ce livre esquisse les grands traits de l'évolution de la pensée économique canadienne au XIX^e siècle. Il intéressera tous ceux qui peuvent se satisfaire d'un survol rapide, au reste assez bien mené. Dans une première partie, l'auteur étudie les rapports entre la pensée économique et la politique économique : politique agraire, colonisation, commerce international, monnaie et banques ; dans la seconde, il établit les liens entre la pensée économique et le développement de la science économique : étapes de l'évolution de la science économique, l'économie dans les universités, les premiers économistes. Tout cela indique une perspective assez large qui stimule notre attente. Malheureusement, ce livre déçoit à plus d'un titre. Dans le choix et dans l'analyse des thèmes, il nous a souvent paru trop superficiel de sorte que le spécialiste aura avantage à recourir aux œuvres des historiens économiques.

D'abord, il ne contient aucun aperçu sur le mercantilisme. Pourtant, il y avait matière à une fructueuse introduction. Le Canada n'est-il pas né sous le signe du mercantilisme ? Au colbertisme avait succédé le colonialisme anglais toujours imbu des préceptes mercantilistes. En 1815, l'univers mercantiliste ne disparaît pas ; il durera, semblable à lui-même mais avec des modalités différentes, jusqu'aux années 1846-49. Une telle introduction, bien construite, n'aurait certainement pas constitué un dépôt de banalités. Quant à l'analyse de la politique agraire, elle ne satisfait qu'en partie. Les exposés sur les écrits de Gourlay et de Wakefield, dont l'influence sur le rapport Durham n'est plus à démontrer, ne conduisent pas, malgré leur importance, à révéler les fondements de la pensée agricole des Canadiens de toutes nuances. Nos recherches sur la période 1815-1850 indiquent la complexité des courants de pensée en matière d'agriculture et de colonisation. Ainsi l'influence de la physiocratie dans le contexte nationaliste canadien-français est un élément important d'un système de pensée qui avait aussi sa source dans des situations bien caractérisées et dans des réactions psychologiques non moins significatives. Ce qui est vrai pour la politique agraire l'est de même pour les questions de libre-échange, de protectionisme et de crédit. Ici encore l'analyse reste trop en surface et ne rejoint pas suffisamment les réalités d'ensemble qui ont assuré la primauté de tel ou tel courant de pensée plutôt que de tel autre. Quant à l'analyse de la pensée économique des Canadiens français, elle est trop rudimentaire pour déboucher sur un jugement nuancé. Il serait inexact de croire que les élites canadiennes-françaises ne se sont pas intéressées à l'économie politique, surtout qu'elles n'ont pas eu de pensée économique. On ne doit pas oublier que le Canada français a fourni les premières adhésions au libre-échange. Adam Smith était connu au Canada français dès le début du XIX^e siècle. Au moment de la parution du *Traité d'économie politique* de J.-B. Say, les journaux en reproduisent un résumé très élaboré. Les écrits de Bastiat eurent ici leur influence. La physiocratie devint presque l'évangile de ceux qui travaillèrent à bâtir le mythe de notre vocation agricole. Peut-on croire que les œuvres

de L. Blanc et de Proudhon furent ignorées par l'élite canadienne-française du temps? Leurs conceptions, sans être acceptées, font l'objet de vives discussions. Étienne Parent n'était pas un être d'exception. La bibliothèque de Papineau renfermait les œuvres de tous les penseurs en économie politique de son temps. Que ces démarches proprement intellectuelles n'aient pas servi à la construction d'une pensée économique dynamique, adaptée au progrès de l'époque, cela a une importance capitale. Mais doit-on pour cela oublier l'existence de ces affiliations?

Ces quelques remarques tendent à mettre en évidence certaines lacunes d'une contribution qui n'en reste pas moins intéressante.

Fernand OUELLET

*Faculté de commerce,
Université Laval.*

H. D. WOODS et Sylvia OSTRY, *Labour Policy and Labour Economics in Canada*, Toronto, Macmillan of Canada, 1962, xvii+534 p.

Écrire un livre, ou même un manuel, sur les problèmes du travail au Canada est au point de départ une gageure. Par rapport aux problèmes les plus importants, les données sont inexistantes ou n'ont pas encore été compilées et analysées, si elles existent. Les auteurs ont donc conçu leur ouvrage comme une synthèse provisoire de ce qui était déjà acquis plutôt que comme un traité exhaustif de l'économie du travail au Canada. Leur but est de fournir à l'étudiant les connaissances acquises et d'éveiller chez lui le désir de s'attaquer aux champs trop peu explorés. Ils demandent donc au lecteur de juger seulement le livre qu'ils ont écrit et non pas celui qu'ils auraient aimé écrire.

M. Woods a limité volontairement la première partie du volume à l'analyse du rôle de l'État dans le domaine des relations industrielles. Il étudie ce rôle au niveau de la législation ouvrière, à celui des commissions de relations ouvrières et à celui des mécanismes de conciliation et d'arbitrage. La conclusion de cette première partie est une évaluation critique du système. Comme le fonctionnement réel de ces politiques a été assez peu analysé, la critique est surtout normative, basée sur les vices logiques du système plutôt que sur les difficultés réelles de fonctionnement. Étant donné la complexité de la législation ouvrière au Canada, législation qui varie d'une province à l'autre, et du fédéral au provincial, Woods nous offre une synthèse très valable qui est utile non seulement pour l'étudiant mais aussi pour le professionnel des relations ouvrières.

La deuxième partie, due à madame Ostry, a moins d'unité que la première. On y trouve d'abord une analyse purement descriptive de l'offre de travail et une brève analyse du chômage. C'est à notre avis la section la plus faible du volume. Comment parler de l'offre de travail et surtout du chômage sans parler de la demande et surtout de la structure de la demande? Pourtant il n'y a aucune référence à la demande. Cette carence n'est pas seulement grave en ce qui concerne le chômage, elle l'est autant sinon plus en ce qui concerne l'analyse de la structure de l'offre de travail. Même si les recherches sur l'évolution technologique de la structure industrielle canadienne sont assez rares, une référence à la position théorique de Clark et Fourastié ainsi qu'à celle de Friedmann et Touraine aurait permis à l'auteur une analyse beaucoup plus significative des caractéristiques de l'offre et du chômage.

La deuxième section de cette seconde partie traite de la structure des salaires. On sent que madame Ostry est ici beaucoup plus à l'aise. Son style prend plus de souffle, son analyse est beaucoup plus serrée et précise. Celle-ci est en effet conduite de main de maître. L'étude des facteurs qui peuvent expliquer les variations de salaire existant entre les occupations, entre les industries et entre les régions, est convaincante. Étant donné les sources statistiques dont on dispose, on peut difficilement aller plus loin.